

Lutte de classe

Le 29 janvier : briser le carcan des institutions de la Ve République.

Il n'est pas étonnant que les médias aient choisi d'employer le champ lexical le plus sombre pour présenter le 29 janvier qui sera un jour « noir » encouragés par les menaces à répétition proférées par l'UMP contre l'exercice du droit de grève.

En réalité ils ont emprunté cette expression des syndicats qui la destinaient initialement au gouvernement en la retournant contre les salariés qui seraient victimes des grèves ce jour-là, mais qu'ils se rassurent « *l'exécutif s'affirme 'attentif' et cherche à dédramatiser* » la situation.

A leur manière, Sarkozy et Fillon ont expliqué que la journée nationale de mobilisation du 29 contre leur politique antisociale ne changera rien si elle devait en rester là. Ils ont eu parfaitement raison de le dire, raison de plus pour ne pas en rester là.

Mardi lors d'un déplacement à Châteauroux, Sarkozy a dit : « *Dans une démocratie, c'est normal que les gens protestent, c'est normal qu'il y ait des débats, (...) je comprends vos difficultés, mais je dois (...) ne pas décider en fonction de (...) ce que dit celui qui crie le plus fort* », les rentiers et les patrons n'ayant pas besoin de donner de la voix pour que leurs intérêts soient pris en considération par le gouvernement, normal il est là uniquement pour cela.

De son côté, sur France 2, a jugé « *normal que les Français soient inquiets* », cependant « *le rôle d'un gouvernement* » n'est « *pas de faire des gestes* » mais « *de tenir le cap de la réforme* » pour le compte des capitalistes, c'est effectivement la vocation de tout gouvernement oeuvrant dans le cadre de la Ve République et de l'Union européenne.

Ne pouvant pas masquer l'angoisse qui les étreint quand même à la veille de cette mobilisation du prolétariat et sa jeunesse qui s'annonce massive, l'Élysée dit « *préférer* » cette mobilisation ponctuelle à une série de « *conflits et de débrayages espacés* » plus « *désordonnés* ». « *Pour l'instant, il n'y a pas de signe d'une conjugaison de mouvements sociaux, mais la météo sociale est très incertaine* », relève un conseiller.

En effet toute la question est là, il suffirait que se réalise la « *conjugaison de mouvements sociaux* » et qu'ils se structurent au niveau national, pour que soit posé directement la question de la démission de Sarkozy et son gouvernement, la question du pouvoir politique, que le combat se concentre contre l'État et ses institutions honnis des masses, ce que les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers tentent d'éviter.

Il semblerait qu'ils n'aient pas compris que cette grève générale de 24 heures et la centaine de manifestations prévue dans toute la France réunissant l'ensemble des travailleurs des secteurs public et privé marquent une étape importante sur la voie conduisant à la centralisation de tous les combats engagés contre le patronat, le gouvernement et les institutions, et expriment la détermination des masses de trouver une issue politique à la crise du capitalisme qui les frappent durement et qui est devenue insupportable.

Ni les uns ni les autres ne peuvent empêcher que l'ensemble des combats actuellement dispersés convergent à un moment donné pour déboucher sur une crise politique ouverte du régime.

C'est d'ailleurs ce qui inquiète le PS qui se pose d'ors et déjà en défenseur du régime, il suffit d'écouter son porte-parole Benoît Hamon pour en être persuadé : « *ce qui nous inquiète, c'est que la crise économique produise la crise sociale, mais que celle-ci, vu l'autisme du gouvernement, provoque rapidement une crise politique* » qui remettrait en cause Sarkozy, son gouvernement et les institutions de la Ve République que le PS sert fidèlement depuis 1958.

Le contenu de l'appel unitaire signé par dix partis et organisations n'a pas d'autres significations que de refuser de porter sur le terrain politique le 29 janvier, le combat engagé par le prolétariat contre les conséquences de la survie du capitalisme. Leur objectif consiste à maintenir cette grève et ces manifestations dans le cadre des revendications économiques et sociales immédiates avancées par les syndicats et susceptibles d'être satisfaites par le gouvernement (ou un autre) sans remettre en cause le régime.

En aucun cas ils ne posent la question de la nécessité de chasser Sarkozy, encore moins de liquider les institutions et d'exproprier les capitalistes pour que l'ensemble de nos revendications puissent être satisfaites. Au contraire, leur attitude consiste à tout attendre du gouvernement sachant d'avance qu'il ne pliera pas suite à une journée nationale de grève aussi suivie soit-elle. Finalement, cela revient à interdire aux masses toute perspective politique en dehors du gouvernement actuel, Sarkozy n'en demande évidemment pas davantage.

A l'inverse, il aurait fallu envisager la nécessité d'affronter directement le gouvernement pour le renverser, appeler l'ensemble de la classe à constituer avec ses organisations et ses partis ses propres organismes de pouvoir politique dans chaque ville du pays au soir du 29 janvier, afin de préparer les conditions politiques nécessaires pour en finir avec la Ve République et le capitalisme, autrement dit, poser directement la question du pouvoir politique qui est la clé de la situation, en avançant la perspective de la constitution d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui sera seul à même d'ouvrir la voie à la satisfaction de l'ensemble des revendications économiques et sociales des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes.

Question : Quel parti ouvrier est sur cette ligne politique le 28 janvier ?

(source : AFP 27.01)